

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 550

[C - 98/27121]

**5 FEVRIER 1998. — Décret portant approbation de l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle, annexé au présent décret, est approuvé.

**Art. 2.** Le présent décret produit ses effets le 9 août 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 février 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipeement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

Annexe

**3 JUILLET 1997. — Accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 6 et 92bis, § 1<sup>er</sup>;

Considérant qu'il est nécessaire qu'un accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone soit conclu concernant l'instauration d'un programme de transition professionnelle afin de favoriser l'intégration sur le marché du travail des demandeurs d'emploi via une occupation dans un programme de transition professionnelle;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de la Ministre-Présidente;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales,

Sont convenus de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les parties contractantes s'engagent à prendre, chacune dans le cadre de ses compétences, les mesures nécessaires à la création de programmes de transition professionnelle.

**Art. 2.** Les programmes de transition professionnelle doivent être reconnus par le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions.

**Art. 3.** Pour être reconnu par le Ministre visé à l'article 2, le programme de transition professionnelle doit rencontrer des besoins collectifs de société qui ne sont pas ou pas suffisamment rencontrés par le circuit de travail régulier.

(1) *Session 1997-1998.*

*Document du Conseil 325 (1997-1998) N<sup>os</sup> 1 et 2.*

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 28 janvier 1998.

Discussion. — Vote.

Les programmes de transition professionnelle ne sont pas applicables dans les secteurs qui bénéficient de la mesure « Maribel-social ».

Les emplois dans les programmes de transition professionnelle doivent être des emplois supplémentaires par rapport au nombre de travailleurs exprimé en équivalents temps plein occupés dans les programmes de remise au travail et pour lesquels la Région perçoit des droits de tirage.

Art. 4. Peuvent occuper les personnes visées à l'article 6 dans un programme de transition professionnelle, les employeurs suivants, à la condition qu'ils respectent leurs obligations légales en matière d'emploi et de sécurité sociale :

- les communes, les associations, les agglomérations et fédérations de communes, les établissements subordonnés aux communes, les organismes d'intérêt public qui dépendent des associations, agglomérations et fédérations de communes, les centres publics d'aide sociale, les centres publics intercommunaux d'aide sociale ainsi que les associations de centres publics d'aide sociale, les provinces, les associations de provinces et les établissements subordonnés aux provinces;

- les services des Communautés et des organismes d'intérêt public qui en dépendent et qui sont situés en Région wallonne;

- les associations sans but lucratif et les autres associations non commerciales.

Art. 5. Les employeurs introduisent auprès du Ministre visé à l'article 2, un projet contenant au minimum les données suivantes :

- une description du projet;

- la durée prévue du projet;

- le nombre de travailleurs qu'il est prévu d'occuper dans le projet et leur régime de travail;

- le nombre de travailleurs déjà occupés en dehors du projet et leur régime de travail;

- l'engagement de maintenir l'emploi pendant la durée du projet, sans tenir compte des travailleurs occupés dans le cadre du projet.

Ce projet doit être approuvé par le Ministre visé à l'article 2.

Art. 6. Les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations d'attente et qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi depuis au moins douze mois, les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations de chômage depuis au moins vingt-quatre mois, dont les chômeurs qui ont effectué des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi, et les demandeurs d'emploi qui bénéficient du minimum de moyens d'existence depuis au moins douze mois peuvent être engagés dans un programme de transition professionnelle.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Outre l'allocation forfaitaire de l'Etat fédéral et l'application du plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi visées par l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle conclu le 4 mars 1997, l'occupation dans le programme de transition professionnelle donne lieu à la prise en charge de la rémunération et des cotisations sociales des travailleurs lorsque les activités qu'ils exercent relèvent de la compétence d'une des deux Communautés :

1° par l'octroi d'une subvention forfaitaire de la Région wallonne qui s'élève à :

a) 7 000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps;

b) 12 000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à  $\frac{3}{4}$  temps;

2° par l'octroi d'une subvention forfaitaire de la Communauté française ou de la Communauté germanophone qui s'élève à :

a) 7 000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps;

b) 12 000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à  $\frac{3}{4}$  temps;

3° par l'employeur à concurrence du solde de manière à atteindre le montant de la rémunération correspondant au barème ordinaire en vigueur chez cet employeur pour la même fonction ou pour une fonction équivalente y compris le pécule de vacances, la prime de fin d'année et les autres allocations et avantages applicables chez cet employeur.

§ 2. Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions et le Ministre communautaire dont relèvent les activités exercées dans le cadre du programme de transition professionnelle peuvent fixer d'autres montants de subventions que ceux visés au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, en ce qui concerne les demandes relatives à des activités donnant lieu, au profit de l'employeur, à une rétribution de la part des bénéficiaires des services rendus par les travailleurs occupés dans le programme de transition professionnelle.

Art. 8. Dans le cadre de leur mission de placement, les services régionaux de placement veilleront à tenir compte des caractéristiques des travailleurs, de manière à ce que l'emploi dans le programme de transition professionnelle les aide à accéder, à l'issue de cet emploi, aux circuits classiques d'emploi. Ils veilleront également à développer les actions d'accompagnement, entre autres à les orienter vers les formations, qui s'avèreraient utiles dans le cadre de cette réinsertion.

Une copie du contrat de travail est transmise aux services régionaux de l'emploi.

Art. 9. Les travailleurs sont engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée dont le régime de travail est au moins égal à un mi-temps.

Leur emploi dans le cadre du programme de transition professionnelle est d'un an maximum.

Pour les travailleurs qui effectuaient précédemment des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi, la période d'emploi peut être prolongée d'une période d'un an maximum.

Art. 10. Les employeurs doivent fournir à l'ONEM la preuve que les travailleurs qu'ils occupent dans le programme de transition professionnelle sont des travailleurs supplémentaires.

Si cette condition n'est pas remplie, les employeurs sont tenus de payer un dédommagement forfaitaire à l'ONEM et de rembourser aux autorités subsidiaires l'intervention qui leur a été accordée.

Art. 11. Les parties contractantes évalueront annuellement l'exécution de cet accord de coopération.

Namur, le 3 juillet 1997 en cinq exemplaires originaux.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,  
J. MARAITE

Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales,  
K.-H. LAMBERTZ

ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 550

[C - 98/27121]

#### 5. FEBRUAR 1998 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das dem vorliegenden Dekret beigefügte Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms wird genehmigt.

**Art. 2** - Das vorliegende Dekret wird am 9. August 1997 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Februar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens  
und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCIEN

(1) Sitzung 1997-1998

Dokumente des Rates 325 (1997-1998), Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 28. Januar 1998

Diskussion. — Abstimmung.

## Anlage

**3. JULI 1997 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms**

Aufgrund der Artikel 139 und 134 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere der Artikel 6 und 92bis § 1;

In Erwägung der Notwendigkeit, ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Einsetzung eines beruflichen Übergangsprogramms abzuschließen, um die Eingliederung von Arbeitsuchenden auf dem Arbeitsmarkt mit Hilfe einer Beschäftigung im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms zu fördern;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Vorsitzenden und in der Person des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person der Minister-Präsidentin;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Präsidenten und in der Person des Ministers für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales,

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Vertragsparteien verpflichten sich, jede im Rahmen ihrer Zuständigkeiten, die Maßnahmen zu treffen, die für die Schaffung von beruflichen Übergangsprogrammen notwendig sind.

Art. 2 - Die beruflichen Übergangsprogramme müssen vom für Beschäftigung zuständigen Minister anerkannt werden.

Art. 3 - Um vom in Artikel 2 erwähnten zuständigen Minister anerkannt zu werden, muß das berufliche Übergangsprogramm kollektiven Bedürfnissen der Gesellschaft nachkommen, die durch die regelmäßigen Arbeitswege nicht oder nicht zureichend gedeckt werden.

Die beruflichen Übergangsprogramme finden keine Anwendung auf die Sektoren, die in den Genuß der Maßnahme "Maribel-social" kommen.

Die Arbeitsplätze im Rahmen von beruflichen Übergangsprogrammen müssen zusätzliche Arbeitsplätze sein im Vergleich zu der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Zahl der Arbeitnehmer, die im Rahmen von Wiedereinstellungsprogrammen beschäftigt sind, für welche die Region Ziehungsrechte erhält.

Art. 4 - Die folgenden Arbeitgeber sind berechtigt, die in Artikel 6 erwähnten Personen in einem beruflichen Übergangsprogramm zu beschäftigen, unter der Bedingung, daß sie ihren Rechtsverpflichtungen in Sachen Beschäftigung und Sozialsicherheit nachkommen:

- die Gemeinden, die Gemeindevereinigungen, -agglomerationen und -zusammenschlüsse, die den Gemeinden untergeordneten Einrichtungen, die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von den Gemeindevereinigungen, -agglomerationen und -zusammenschlüssen abhängen, die öffentlichen Sozialhilfezentren, die öffentlichen interkommunalen Sozialhilfezentren sowie die Vereinigungen von öffentlichen Sozialhilfezentren, die Provinzen, die Provinzvereinigungen und die den Provinzen untergeordneten Einrichtungen;

- die in der Wallonischen Region gelegenen Dienststellen der Gemeinschaften und der von ihnen abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses;

- die Vereinigungen ohne Erwerbzzweck und die anderen nichtkommerziellen Vereinigungen.

Art. 5 - Die Arbeitgeber übermitteln dem in Artikel 2 erwähnten Minister ein Projekt, das mindestens die folgenden Angaben beinhaltet:

- eine Beschreibung des Projekts;
- die vorgesehene Dauer des Projekts;
- die Anzahl Arbeitnehmer, die im Projekt beschäftigt werden, und ihre Arbeitsregelung;
- die Anzahl Arbeitnehmer, die außerhalb des Projekts schon beschäftigt sind, und ihre Arbeitsregelung;
- ein Versprechen, die Beschäftigung während der Dauer des Projekts zu wahren, ohne Berücksichtigung der im Rahmen des Projekts beschäftigten Arbeitnehmer.

Dieses Projekt muß vom in Artikel 2 erwähnten zuständigen Minister genehmigt werden.

Art. 6 - Die Vollarbeitslosen, die Wartebeihilfe beziehen und seit mindestens 12 Monaten als Arbeitsuchende eingeschrieben sind, die Vollarbeitslosen, die seit mindestens 24 Monaten eine Arbeitslosenunterstützung beziehen, einschließlich derjenigen Arbeitslosen, die im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen Leistungen erbracht haben, und die Arbeitslosen, die seit mindestens 12 Monaten das Existenzminimum beziehen, können in einem beruflichen Übergangsprogramm beschäftigt werden.

Art. 7 - Außer der Pauschalzulage des Föderalstaats und der Anwendung des Beschäftigungsplans für die Förderung der Anwerbung von Arbeitsuchenden wie sie in Artikel 7 § 1 des am 4. März 1997 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms bezeichnet sind, gibt die Beschäftigung im beruflichen Übergangsprogramm Anlaß zur Übernahme der Entlohnung und der Sozialbeiträge der Arbeitnehmer, wenn die Tätigkeiten, die sie ausüben, in den Zuständigkeitsbereich einer der beiden Gemeinschaften fallen,

1° durch Gewährung einer monatlichen Pauschalzulage der Wallonischen Region in Höhe von:

a) 7 000 BEF pro Monat, wenn der Arbeitnehmer mindestens halbtags beschäftigt ist;

b) 12 000 BEF pro Monat, wenn der Arbeitnehmer mindestens dreivierteltags beschäftigt ist;

2° durch Gewährung einer Pauschalzulage der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Höhe von :

- a) 7 000 BEF pro Monat, wenn der Arbeitnehmer mindestens halbtags beschäftigt ist;
- b) 12 000 BEF pro Monat, wenn der Arbeitnehmer mindestens dreivierteltags beschäftigt ist;

3° durch den Arbeitgeber in Höhe des Saldos, der es erlaubt, den Entlohnungsbetrag zu erreichen, der dem normalen Barema entspricht, das bei diesem Arbeitgeber für dieselbe Funktion oder eine gleichwertige Funktion einschließlich Urlaubsgeld, Jahresendprämie und anderen Zulagen und Vorteilen entspricht, die bei diesem Arbeitgeber in Kraft sind.

§ 2. Der für Beschäftigung zuständige Minister und der Gemeinschaftsminister, der für die Tätigkeiten zuständig ist, die im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms ausgeführt werden, können andere Subventionsbeträge als die im § 1 1° und 2° vorgesehenen festlegen, was die Anfragen bezüglich der Tätigkeiten betrifft, für die der Arbeitgeber eine Entschädigung seitens der Bezieher der Dienstleistungen erhält, die durch die Arbeitnehmer erbracht wurden, die im beruflichen Übergangsprogramm beschäftigt sind.

Art. 8 - Im Rahmen ihrer Vermittlungsaufgabe müssen die regionalen Arbeitsvermittlungsdienste dafür sorgen, daß die spezifischen Eigenschaften der Arbeitnehmer berücksichtigt werden, so daß ihre Beschäftigung im beruflichen Übergangsprogramm dazu beiträgt, nach dieser Beschäftigung den Zugang zu den klassischen Arbeitswegen zu erleichtern. Sie müssen ebenfalls für die Verwirklichung von Begleitmaßnahmen sorgen. Unter anderem werden sie den Arbeitnehmern Ausbildungen empfehlen, die im Rahmen dieser Wiedereingliederung nützlich sein könnten.

Eine Abschrift des Arbeitsvertrags wird den regionalen Arbeitsbeschaffungsdiensten mitgeteilt.

Art. 9 - Die Arbeitnehmer werden auf der Grundlage eines befristeten Arbeitsvertrags eingestellt, dessen Arbeitsregelung mindestens einer Halbzeitbeschäftigung entspricht.

Ihre Beschäftigung im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms dauert höchstens ein Jahr.

Die Beschäftigung der Arbeitnehmer, die vorher Leistungen in lokalen Beschäftigungsagenturen erbracht haben, kann um höchstens ein Jahr verlängert werden.

Art. 10 - Die Arbeitgeber müssen dem Landesarbeitsamt ("ONEM") den Nachweis liefern, daß die Arbeitnehmer, die sie im beruflichen Übergangsprogramm beschäftigen, zusätzliche Arbeitnehmer sind.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, werden die Arbeitgeber verpflichtet, dem Landesarbeitsamt eine Pauschalentschädigung zu zahlen und den bezuschußenden Behörden die ihnen gewährte Beteiligung zurückzuzahlen.

Art. 11 - Die Vertragsparteien werden die Durchführung dieses Zusammenarbeitsabkommens jährlich bewerten. Am 3. Juli 1997 zu Namur in fünf Originalausfertigungen ausgestellt.

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Vorsitzende,  
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Für die Französische Gemeinschaft:

Die Minister-Präsidentin,  
Frau L. ONKELINX

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident,  
J. MARAITE

Der Minister für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales,  
K.-H. LAMBERTZ

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 550

[C - 98/27121]

**5 FEBRUARI 1998. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het bijgaande samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's is goedgekeurd.

(1) Zitting 1997-1998.

Stukken van de Raad 325 (1997-1998) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 28 januari 1998.

Bespreking. — Stemming.

**Art. 2.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 9 augustus 1997.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 februari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

—  
Bijlage

**3 JULI 1997. — Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's**

Gelet op de artikelen 1, 39 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 6 en 92bis, § 1;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap een samenwerkingsakkoord tot stand komt inzake het instellen van doorstromingsprogramma's teneinde voor de werkzoekenden via de tewerkstelling in een doorstromingsprogramma de integratie op de arbeidsmarkt te bevorderen;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van de Minister-Voorzitter;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,

Komen overeen wat volgt :

Artikel 1. De ondertekenende partijen verbinden er zich toe, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen te nemen voor de creatie van doorstromingsprogramma's.

Art. 2. De doorstromingsprogramma's dienen erkend te worden door de Minister die voor Tewerkstelling bevoegd is.

Art. 3. Om erkend te kunnen worden door de in artikel 2 bedoelde Minister, dient het programma tegemoet te komen aan collectieve maatschappelijke noden waaraan niet of onvoldoende wordt tegemoetgekomen via het reguliere arbeidscircuit.

De doorstromingsprogramma's zijn niet van toepassing in de sectoren die het voordeel van de "sociale Maribel"-maatregel genieten.

De arbeidsplaatsen in de doorstromingsprogramma's dienen bijkomende arbeidsplaatsen te zijn in verhouding tot het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten tewerkgesteld in de wedertewerkstellingsprogramma's voor dewelke het Gewest trekkingsrechten ontvangt.

Art. 4. De volgende werkgevers kunnen de personen bedoeld in artikel 6 tewerkstellen in een doorstromingsprogramma, op voorwaarde dat zij hun wettelijke verplichtingen inzake tewerkstelling en sociale zekerheid naleven :

- de gemeenten, de verenigingen, de agglomeraties en federaties van gemeenten, de aan de gemeenten ondergeschikte instellingen, de instellingen van openbaar nut die van deze verenigingen, agglomeraties en federaties van gemeenten afhangen, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn, en ook de verenigingen van centra voor maatschappelijk welzijn, de provincies, de verenigingen van provincies en de aan de provincie ondergeschikte instellingen;

- de diensten van de Gemeenschappen en van de instellingen van openbaar nut die van voornoemden afhangen en die in het Waalse Gewest gelegen zijn;

- de verenigingen zonder winstoogmerk, en de andere niet-commerciële verenigingen.

Art. 5. De werkgevers dienen bij de Minister bedoeld in artikel 2 een project in dat minimum de volgende gegevens bevat :

- een beschrijving van het project;

- de voorziene duur van het project;

- het voorziene aantal werknemers die zullen worden tewerkgesteld in het project en hun arbeidsregime;

- het aantal buiten het project reeds tewerkgestelde werknemers en hun arbeidsregime;

- de verbintenis om de tewerkstelling te behouden tijdens de duur van het project, zonder rekening te houden met de werknemers tewerkgesteld binnen het project.

Dit project moet goedgekeurd worden door de Minister bedoeld in artikel 2.

Art. 6. De volledig werklozen die wachtuitkeringen genieten en ingeschreven zijn als werkzoekenden sinds ten minste 12 maanden, de volledig werklozen die werkloosheidsuitkeringen genieten sedert ten minste 24 maanden, waaronder de werklozen die effectief prestaties geleverd hebben in het kader van het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap en de werkzoekende die op de dag vóór zijn indiensttreding sedert minstens 12 maanden het bestaansminimum geniet, kunnen aangeworven worden in een doorstromingsprogramma.

Art. 7. Naast de forfaitaire toelage van de Federale overheid en de toepassing van het banenplan ter bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden, bedoeld in artikel 7, § 1, van het op 4 maart 1997 gesloten samenwerkingsakkoord tussen de Federale overheid en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's, geeft de tewerkstelling in het doorstromingsprogramma aanleiding tot de tenlasteneming van het loon en de sociale premies van de werknemers wanneer hun activiteiten onder de bevoegdheid van één van beide Gemeenschappen vallen :

1° door de toekenning van een forfaitaire subsidie van het Waalse Gewest van :

- a) 7 000 BEF per maand indien de werknemer minstens halftijds tewerkgesteld is;
- b) 12 000 BEF per maand indien de werknemer minstens 3/4 tijds tewerkgesteld is;

2° door de toekenning van een forfaitaire subsidie van de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap van :

- a) 7 000 BEF per maand indien de werknemer minstens halftijds tewerkgesteld is;
- b) 12 000 BEF per maand indien de werknemer minstens 3/4 tijds tewerkgesteld is;

3° door de werkgever ten belope van het saldo om het loonbedrag te bereiken dat overeenstemt met de gewone loonschaal die bij hem van kracht is voor hetzelfde ambt of een gelijkwaardig ambt, met inbegrip van het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de andere toelagen en voordelen die bij hem van toepassing zijn.

§ 2. De Minister van Tewerkstelling en de Gemeenschapsminister onder wie de in het kader van het doorstromingsprogramma uitgeoefende activiteiten ressorteren, kunnen andere subsidiebedragen vaststellen dan die bedoeld in § 1, 1° en 2°, wat betreft de aanvragen i.v.m. activiteiten die ten bate van de werkgever aanleiding geven tot een vergoeding door de begunstigden voor diensten die verleend worden door de in het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers.

Art. 8. In het kader van hun opdracht voor arbeidsbemiddeling zullen de gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling erover waken rekening te houden met de bekwaamheden van de werknemers, zodanig dat de activiteit in het professioneel doorstromingsprogramma hen helpt om bij het einde van deze activiteit vlotter toegang te krijgen tot het klassieke arbeidscircuit. Ze zullen er ook over waken de in het kader van deze herinschakeling nuttig geachte begeleidingsmaatregelen, waaronder het oriënteren naar opleiding, te ontwikkelen.

Een kopie van de arbeidsovereenkomst wordt overgemaakt aan de gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling.

Art. 9. De werknemers worden aangeworven met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur, waarvan het arbeidsregime tenminste gelijk is aan een halftijdse betrekking.

Hun tewerkstelling in een doorstromingsprogramma bedraagt maximum één jaar.

Voor de werknemers die vroeger prestaties in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen hebben verricht, kan de tewerkstellingsperiode verlengd worden met maximum één jaar.

Art. 10. De werkgevers dienen aan de RVA het bewijs te leveren dat het voor de werknemers die zij tewerkstellen in een doorstromingsprogramma over bijkomende tewerkstelling gaat.

Indien deze voorwaarde niet is vervuld, dienen de werkgevers aan de RVA een forfaitaire schadevergoeding te betalen, en aan de subsidiërende overheden de ontvangen subsidies terug te storten.

Art. 11. De ondertekenende partijen zullen de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord jaarlijks evalueren.

Gedaan te Namen op 3 juli 1997 in vijf originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,  
J. MARAITE

Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,  
K.-H. LAMBERTZ

**5 FEVRIER 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs communes au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 6 avril 1995 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement en vue de l'exercice d'un mandat de membre du Conseil ou du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs communes au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement;